

LA PETITE REVUE

ÉCONOMIE POLITIQUE ET SOCIALE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE
SCIENCES ET ARTS

Paraissant le 5 et le 20 de chaque mois

Vol. II

MONTREAL, 20 SEPTEMBRE 1900

N° 18

L'ASSEMBLÉE DU 20 SEPTEMBRE

La grande assemblée libérale qui a eu lieu au Parc Sohmer a été une éclatante manifestation de sympathie de la part des électeurs de Montréal envers Sir Wilfrid Laurier et son gouvernement.

C'est le premier coup de canon tiré par le libéralisme, et l'on peut dire que ce coup vaut une bordée.

Le discours du premier ministre a été un résumé clair et assez exact de la situation actuelle du pays. Que sa prospérité ne soit pas tout à fait aussi brillante que les paroles de Sir Wilfrid le laissent entendre, cela n'étonnera personne. Cependant, il est indéniable que l'administration du gouvernement Laurier a accusé dans les lignes générales un progrès sensible et une supériorité réelle sur l'administration précédente. Nous ne pouvons pas, nous ne devons même pas aspirer à la perfection, car la poursuite de cette chimère absorberait inutilement nos forces et nos moyens. Nous devons nous contenter d'un bien-être relatif, toujours perfectible, et qui par cela même tient les facultés de nos gouvernants en haleine, ainsi que nos énergies.

Nous connaissons les hommes au pouvoir ; nous les avons vus à l'œuvre, et leur passé, nous voulons dire leurs actes durant la dernière législature, nous est un garant suffisant pour l'avenir.

Sans doute il y a des mécontents ; mais ne convient-il pas d'envisager les difficultés de toute nature, et souvent même les impossibilités matérielles qui surgissent et empêchent les politiques les mieux intentionnés de satisfaire les groupes ou les individus ? Il faut donc laisser de la marge à un gouvernement et ne pas le considérer uniquement comme le pourvoyeur obligé des honneurs convoités, des places ou des sinécures rêvées. L'essentiel dans l'administration d'un pays, c'est le budget. S'il est sagement combiné, si les dépenses sont en harmonie avec les recettes, ou si seulement à chaque exercice on constate qu'il tend progressivement à s'équilibrer, on doit être satisfait, car c'est l'indice d'une administration prévoyante et consciente de ses devoirs. Or, le gouvernement actuel a apporté de très heureuses mo-